

Direction du patrimoine bâti

ECOLE LIOTARD
Transformation, rénovation et extension du groupe scolaire
et de la piscine / Rue Liotard 66 - CH-1203 Genève

Mandat d'ingénieur électricien / CFC 593

Mandat d'ingénieur électricien

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

M269

Procédure ouverte à un tour

CAHIER DES CHARGES

DOCUMENT A1

TABLE DES MATIERES

- 1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT**
- 2. INFORMATIONS GENERALES**
- 3. CONDITIONS DE PARTICIPATION**
- 4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE**

DOCUMENTS A RETOURNER COMPLETES A L'ADJUDICATEUR

- **Document B1** (agrafé et non relié)
 - **Attestations demandées**
-

DOCUMENTS REMIS À CHAQUE SOUMISSIONNAIRE

- Document B1, dossier d'appel d'offres, document à remettre par le candidat
- Conditions générales contractuelles (extrait du règlement SIA 108)
- Tarifs et frais de reproduction Ville de Genève
- Plan de situation, périmètre du concours
- Plans de l'école existante, échelle 1 : 200, format A0
- Plans du projet de concours, échelle 1 : 200, format A1
- Plans du projet avec démolitions, échelle 1 : 200, format 594x1050 cm
- Demande de crédit d'étude (PR-1328)
- Fiches techniques, école primaire, DPBA, 25.09.2017
- Dossier photographique
- Estimation sommaire des coûts avant études.

AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET :

- Directives sur les matériaux proscrits par la loi et les matériaux à proscrire, <http://www.etat-ge.ch>
- Fiches CFC écologiques, <http://www.eco-bau.ch>
- Charte graphique de la Ville de Genève, tarifs et conditions de reproduction de plans et autres documents remboursés aux prestataires de la Ville de Genève, Directives relatives à la constitution des dossiers définitifs par opérations (DPBA) sont consultables sur le site www.ville-geneve.ch/kit-mandataires-documents-utiles
- Stratégies énergétiques de la Ville de Genève «100% renouvelable en 2050» et «Consommer moins ET produire mieux» : http://www.ville-geneve.ch/fileadmin/public/Departement_2/Documents_themes/ENE/Strategie-100-renouvelable-brochure-2006-service-energie.pdf

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT

Le Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité de la Ville de Genève organise un appel d'offres en procédure ouverte à un tour pour la rénovation et l'extension du groupe scolaire et de la piscine, sis rue Liotard 66, CH-1203 Genève.

Type de mandataires recherché et aptitudes particulières

La procédure est ouverte à tous les ingénieurs électriciens établis en Suisse ou dans un état signataire de l'accord OMC sur les marchés publics, qui offre la réciprocité aux mandataires suisses, pour autant qu'ils remplissent l'une des deux conditions suivantes :

- être porteur, à la date d'inscription à la présente procédure, du diplôme d'ingénieur de l'école d'ingénieurs de Genève (EIG), des Ecoles Polytechniques Fédérales de Lausanne ou de Zurich (EPF), des Hautes Ecoles Spécialisées (HES ou ETS) ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence,
- ou
- être inscrit, à la date d'inscription à la présente procédure, dans un registre professionnel : Fondations des registres suisses des ingénieurs, des architectes et des techniciens (REG A ou REG B), MPQ (Mandataires Professionnels Qualifiés) ou dans un registre équivalent.

2. INFORMATIONS GENERALES

2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur et du maître d'œuvre

Maître d'ouvrage

Ville de Genève

Département des constructions, de l'aménagement et de la mobilité

Direction du patrimoine bâti

Rue du Stand 25 – 1204 Genève

Tél. : 022 418 21 50

Maître d'œuvre

Christian Dupraz Architecture Office SA

Rue Caroline 17C

1227 Les Acacias

Tél. : 022 321 13 23

2.2 Nature et importance du marché

2.2.1 Objet

Désigner un ingénieur conseil en électricité en tant que professionnel spécialisé, pour la totalité des prestations SIA dans le cadre de la transformation, rénovation et extension du groupe scolaire et de la piscine de l'école Liotard.

2.2.2 Descriptif de l'ouvrage

Les études pour la construction de l'école Liotard sont engagées en 1970. Devant l'urgent besoin d'un nouvel établissement scolaire, la procédure par concours est écartée et deux bureaux de la place sont mandatés pour élaborer des esquisses : Strub et Duboule ainsi que Dupraz et Iseli. Bien que leurs avant-projets respectifs n'aient rien en commun, il leur est demandé de collaborer pour établir un projet définitif. En février 1971, la Commission d'architecture donne un préavis défavorable à leur projet. Par ailleurs, les autorités cantonales comme la population du quartier s'inquiètent de l'abattage des arbres. Un projet de compromis, plus condensé, est enfin autorisé le 18 janvier 1973 et réalisé entre 1973 et 1975.

L'école Liotard n'est presque pas visible depuis les rues qui l'entourent. Elle se découvre en traversant un rideau d'arbres. Apparaît alors un long bâtiment à la façade répétitive, précédé de l'aula, un volume sculptural posé sur de puissants piliers pyramidaux. Ce volume de caractère brutaliste retient l'attention par sa géométrie particulière – son plan est un hexagone irrégulier – et par la matérialisation de sa façade : un béton apparent cannelé aux arêtes brisées. Ce volume est la pièce maîtresse d'une réalisation autrement ordinaire.

Le plan masse de l'école est cruciforme. Le corps principal est le long parallélépipède rectangle qui contient les salles de classe. Alors que depuis la fin des années 1950 l'architecture scolaire est le cadre de recherches sur l'espace de la classe et sur de nouveaux types d'agrégation de classes, l'école Liotard présente un plan traditionnel linéaire qui ne reflète en rien l'évolution des concepts pédagogiques et architecturaux de son époque.

Sur un axe perpendiculaire à la barre des classes sont disposées au nord les salles de sport – piscine et salle de gymnastique superposée – et au sud l'aula dont le volume couvre l'entrée principale. Au croisement des deux axes se trouve l'escalier principal : cette position stratégique permet certes de gérer la différence de niveau entre le bâtiment des salles de classe et les salles de sport disposées en demi-niveaux, mais elle concentre en un seul lieu tous les flux de circulation, ce qui s'avère problématique.

L'école Liotard n'a pas connu de transformation importante au cours de ses quarante-cinq années d'exploitation.

La rénovation de l'école Liotard est définie comme prioritaire après la rénovation des écoles des Crêts-de-Champel (2014-2017) et de Pâquis-centre (2017-2021). A la nécessité de rénover et de mettre aux normes le bâtiment s'ajoute le besoin de locaux scolaires et parascolaires supplémentaires pour répondre à l'effectif croissant, avec une forte pression estimée dans le secteur Saint-Jean/Charmilles.

En décembre 2013, une étude des potentiels d'extension de l'école est effectuée par la Direction du patrimoine bâti et une pré-étude et chiffrage de la rénovation sont élaborés en 2017-2018 par le bureau ACAU.

En avril 2020, un concours d'architecture à un degré en procédure sélective est lancé par la Ville de Genève. Quinze bureaux d'architecture sont sélectionnés et le projet «Clara» du bureau Christian Dupraz Architecture Office est jugé lauréat en décembre 2020.

Le projet lauréat consiste principalement en l'ajout d'une couche de classes, de services et de jardins à l'arrière de l'école existante, permettant à la fois d'ajouter le nouveau programme et de requalifier l'existant avec de nouvelles circulations verticales. L'existant et le neuf s'enrichissent mutuellement et forment un nouvel ensemble avec une typologie d'école en correspondance avec l'enseignement contemporain.

2.2.3 Programme

Le détail des axes du programme, des affectations et surfaces des locaux, etc. est défini en pages 22 à 32 du programme du concours SIA 142 d'avril 2020 fournit en annexe, soit en résumé :

Surfaces et volumes

VB	Volume bâti (SIA 416)	45'723 m ³
VBe	Volume bâti existant avant travaux	37'400 m ³
VBr	Volume bâti rénové	35'323 m ³
VBn	Volume bâti neuf	10'400 m ³
ST	Surface de terrain	10'283 m ²
SB	Surface bâtie	4'090 m ²
SP	Surface de plancher	11'000 m ²
SPh	Surface de plancher hors sol	8'090 m ²
SPs	Surface de plancher sous-sol	2'910 m ²

Programme des locaux scolaires (existants et ajoutés)

22 salles d'études	1'760 m ²
1 atelier d'arts visuels	120 m ²
Salle de jeux	100 m ²
Salle de rythmique	100 m ²
Atelier du livre	80 m ²
2 salles d'enseignement d'appui	160 m ²
Salles des maîtres, bureaux	220 m ²
Locaux communs, WC, locaux techniques, etc.	200 m ²

Cuisine de production

Cuisine de production	400 m ²
Local technique pour ventilation cuisine de prod.	70 m ²

Programme pour l'accueil parascolaire (existant et ajouté)

Restaurant scolaire	300 m ²
4 salles pour le parascolaire	340 m ²
Espaces secondaires, technique	40 m ²

Autres locaux

Aula (devient salle polyvalente)	250 m ²
Local technique ventilation aula	50 m ²
Salle de société (dojo)	520 m ²
Vestiaires et autres locaux liés (dojo)	272 m ²

Salle d'éducation physique et piscine

Salle d'éducation physique, 30m x 16m x 7m	480 m ²
Local matériel	90 m ²
Vestiaires élèves et enseignants	120 m ²
Piscine, bassin 25 m x 10 m	490 m ²
Vestiaires élèves et enseignants piscine	120 m ²
Espaces secondaires, technique	65 m ²

Situation et espaces extérieurs

L'école est située au milieu d'une couronne de grands arbres, avec un parc sur la parcelle à l'ouest du bâtiment. La végétation alentour est une des qualités principales de l'école, qui est renforcée dans le cadre du projet, avec des nouvelles plantations et des aménagements avec une plus grande portion de sol perméable. Il est prévu que les extérieurs jouent un rôle environnemental important, notamment en créant un îlot de fraîcheur pour les préaux et pour le bâtiment, en utilisant les eaux pluviales ou encore en favorisant la biodiversité.

L'école étant un équipement public à disposition des habitants du quartier et des associations sportives en dehors des horaires scolaires, différents accès sont prévus selon les usages et les moments de la journée. Les programmes du rez-de-chaussée ont une forte relation avec les extérieurs, par l'intermédiaire d'une nouvelle plateforme qui entoure le bâtiment et donne des accès directs sur les préaux.

Les interventions sur le terrain (canalisations, installations de chantier, etc.) recevront une attention particulière au vu des enjeux climatiques : protection des arbres, etc.

Répartition du programme

Au rez-de-chaussée, les salles de classe enfantines actuellement situées dans l'aile Est sont déplacées dans l'aile Ouest et profitent d'un accès indépendant avec un préau couvert dédié. L'aile Est accueille le restaurant scolaire avec la cuisine de production sur l'arrière. Celle-ci est prévue pour réaliser 2'100 repas par jour, pour les enfants de l'école et pour desservir d'autres établissements de la région.

Dans les étages, de part et d'autre de la circulation principale, des groupes de cinq classes sont constitués et organisés autour d'un espace commun, prolongement naturel des salles de classe où un enseignement décroisé et par petits groupes peut être dispensé. Cet espace commun est lui-même ouvert sur un jardin vertical semi-extérieur qui apporte de la lumière naturelle dans les couloirs, donne une seconde orientation aux salles de classe et offre la possibilité d'une régulation climatique de l'intérieur, en plus d'offrir un jardin à la vue des enfants et du personnel.

Aux deux extrémités de chaque étage se trouvent les programmes particuliers et parascolaires tels que l'atelier d'arts visuels, la salle de rythmique ou l'administration.

Au Sud du bâtiment des classes se trouve le volume de l'aula qui devient une salle polyvalente dans le cadre du projet. Le volume des équipements sportifs se trouve quant à lui au Nord. Il comprend la piscine, la salle de gymnastique, les vestiaires ainsi que le nouveau local engins (l'ancien local engins étant démoli dans le cadre du projet). Une circulation verticale secondaire est créée dans la nouvelle couche afin de relier les demi-niveaux du volume des équipements sportifs à ceux du bâtiment des classes.

Au sous-sol, en plus des locaux techniques et des espaces de stockage et de nettoyage, on trouve également un dojo et ses locaux annexes, mis à disposition d'une association. Un abri PC est situé à l'extrémité de l'aile Est, avec un accès indépendant donnant directement sur l'extérieur.

Structure et matériaux

La structure de l'école existante est construite en béton armé coulé sur place, avec des refends porteurs qui délimitent les classes et des planchers nervurés. La structure de l'extension est prévue en béton armé également, en reprenant la trame constructive existante mais avec plus d'ouverture. Les planchers sont prévus en éléments de béton préfabriqué alvéolaire. Selon l'étude de faisabilité développée par ACAU et Structurame, des renforts parasismiques seront nécessaires.

Plusieurs transformations ayant un impact sur la structure de l'école existante sont prévues, avec notamment l'ouverture des refends au rez-de-chaussée pour le restaurant scolaire, le remplacement de l'escalier central, la création de l'escalier à l'extrémité de l'aile Ouest et diverses ouvertures dans des murs porteurs.

La façade existante est constituée d'une alternance d'éléments non porteurs en béton préfabriqué et de façade légère en aluminium. Elle sera déposée et remplacée par une nouvelle façade qui enveloppera l'existant et le neuf de la même manière. La nouvelle façade est prévue avec des éléments autoportants en béton préfabriqué, possiblement en BFUP, avec des profils fins soigneusement dessinés, qui s'adaptent aux différentes orientations du bâtiment.

Globalement, les matériaux et leur mise en œuvre seront choisis en tenant compte de leur impact environnemental. Le système porteur ainsi que les éléments de second-œuvre seront réfléchis en conséquence, en dialogue avec un spécialiste en écologie de la construction.

Protection-incendie

Le concept sécurité incendie sera minimal et aura pour contrainte de respecter la qualité architecturale du projet proposé par les mandataires.

Selon le pré-concept de protection incendie, trois voies d'évacuation verticales desservent le bâtiment du sous-sol au dernier étage. L'escalier central est lui envisagé comme voie d'évacuation horizontale, avec comme enjeu l'évacuation de l'aula qui deviendra une salle polyvalente dont la capacité doit encore être définie.

De manière générale, le concept de protection incendie doit permettre l'ouverture et la fluidité des espaces de circulation au quotidien, avec des dispositifs asservis lorsque nécessaire. Le bâtiment étant conçu comme un équipement ouvert sur son quartier, le concept tiendra également compte des diverses utilisations des locaux dans le temps, par l'école et par le public, en ce qui concerne le compartimentage. La ventilation souhaitée naturelle pour les classes, ainsi que l'utilisation des dégagements comme espaces d'enseignement décroisé, seront aussi des enjeux importants à prendre en compte.

Énergie

De manière générale, les aspects énergétiques seront traités avec la volonté de mettre en place des mesures simples et efficaces, ne nécessitant que peu de maintenance. Le «low-tech» est alors favorisé, avec notamment une ventilation naturelle des salles de classe, avec des ouvrants permettant d'assurer un taux de renouvellement d'air suffisant et un rafraîchissement nocturne en période estivale. Une ventilation mécanique est prévue pour les programmes spéciaux tels que les équipements sportifs, l'aula, le restaurant et la cuisine scolaire.

Pour la production de chaleur, il est prévu que l'école soit raccordée au réseau de chauffage à distance des Services industriels de Genève dès la mise en service de l'école. L'effort peut alors être porté sur la performance du bâtiment, permettant de maîtriser le comportement du bâtiment et le confort des occupants tout au long de l'année.

L'électricité sera dans la mesure du possible produite de manière locale en utilisant les toitures à disposition.

Des dispositifs de rétention et de récupération des eaux pluviales seront mis en place, pour un usage éventuel de culture en toiture du bâtiment, pour l'arrosage des préaux et des jardins semi-intérieurs ou encore pour participer au climat des différents espaces extérieurs.

Le mandat d'ingénieur électricien porte sur les installations suivantes :

- installations électriques à courant fort ;
- installations et équipements des centrales de sécurité et de contrôle d'accès sur la base du concept de sécurité réalisé par le mandataire ingénieur en sécurité ;
- installations et équipements des centrales à courant faible ;
- câblage universel hors équipements ;
- tableaux électriques de distribution ;
- installations électriques CVCRS sur la base des indications des ingénieurs spécialisés CVCRS ;
- étude d'éclairage de l'ensemble des locaux;
- étude d'une distribution électrique type «smart grid» est à prévoir.

Potentiel solaire

L'étude préliminaire a montré un potentiel solaire que la Ville de Genève souhaite exploiter sous la forme d'une centrale solaire photovoltaïque. Un mandat séparé sera lancé à ce propos. L'ingénieur électricien comprendra dans son mandat l'ensemble des prestations liées à l'installation AC de la centrale solaire photovoltaïque.

Déroulement du chantier

Il est prévu que le bâtiment soit totalement inoccupé pendant la durée des travaux (estimation 2023-2025/26).

2.2.4 Situation foncière

L'école Liotard est située sur la parcelle N° 3749 de la commune de Genève, section Petit-Saconnex, propriété privée de la Ville de Genève, en zone de développement 3, et est affectée à de l'équipement public.

Ladite parcelle est grevée – en charge – de deux servitudes :

- distance et vue droite (côté rue Liotard),
- interdiction de bâtir (côté route de Meyrin).

Ces deux servitudes n'impactent *a priori* pas le périmètre d'intervention de la rénovation projetée.

2.2.5 Coût estimé de l'opération

Le coût total de l'opération est estimé avant études à CHF 35'265'000.- HT.

Le montant donnant droit aux honoraires d'ingénieur conseil en électricité pour l'ensemble du marché est estimé à :

- Ingénieur électricien : 1'850'000.- frs HT (**installation photovoltaïque non comprise**)

Les coûts donnant droit aux honoraires incluent les travaux d'installations et équipements électriques à courant fort et faible ainsi que la lustrerie.

Les concurrents donneront dans leur offre le détail du calcul estimatif de leurs honoraires. Il convient de relever que les montants donnant droit aux honoraires ont été estimés par le maître de l'ouvrage et qu'ils seront adaptés, si le crédit de construction est refusé par le Conseil municipal, pour l'étude du projet (phase 3) selon le montant du devis général accepté par le maître de l'ouvrage.

Pour autant que le crédit de construction soit voté par le Conseil municipal, le montant final des honoraires sera calculé sur la base des décomptes finaux.

2.2.6 Prestations du mandataire

Le mandat comprendra l'exécution des prestations complètes d'ingénieur électricien, comme spécialiste, telles que définies dans le règlement SIA 108, édition 2014, pour la transformation, rénovation et extension du groupe scolaire et de la piscine de l'école Liotard.

3	Etude du projet	31	Avant-projet
		32	Projet de l'ouvrage
		33	Procédure de demande d'autorisation
4	Appel d'offres	41	Appels d'offres, comparaison des offres Proposition d'adjudication
5	Réalisation	51	Projet d'exécution
		52	Exécution de l'ouvrage
		53	Mise en service, achèvement

Pour d'éventuelles prestations supplémentaires, le candidat doit indiquer dans son offre le prix horaire moyen offert, net HT.

La Ville de Genève a adopté deux stratégies en matière d'énergie, l'une intitulée «100% renouvelable en 2050» pour les besoins en chauffage de ses bâtiments, l'autre en matière d'électricité «Consommer moins et produire mieux». Les études et la réalisation de l'ouvrage, dont les enjeux énergétiques et environnementaux sont du plus haut niveau, devront s'inscrire dans ces objectifs de hautes performances énergétiques.

Par ailleurs, la loi cantonale sur l'énergie stipule que tous les bâtiments des collectivités publiques sont soumis au concept énergétique. Celui-ci doit être validé et répondre aux exigences de l'Office cantonal de l'énergie (OCEN) afin d'obtenir l'autorisation de construire.

L'ingénieur en électricité devra veiller aux points suivants :

- Maîtriser les consommations en appliquant pour l'éclairage les standards de haute performance énergétique tels que définis dans la norme SIA 387/4 valeur cible.
- Mettre en œuvre des solutions d'éclairage innovantes et performantes visant à l'utilisation des luminaires à très hautes performances lumineuses et énergétique et respectant la norme EN 12464-1 en ce qui concerne la quantité et la qualité de lumière et les directives du SSEJ de mars 2018. Mettre en œuvre les principes de protection photobiologique pour la sécurité des personnes dans le domaine de l'éclairage, conformément à la norme EN 62471.
- Optimiser les dispositifs de gestion de la non-présence des personnes pour l'éclairage.
- Valoriser tant que faire se peut l'éclairage naturel.

En outre, en complément des prestations décrites dans la norme SIA 108, l'ingénieur veillera à proposer des solutions techniques performantes et économes du point de vue de l'exploitation. A la demande du maître d'ouvrage, le mandataire établira les comparatifs techniques et financiers nécessaires à ces décisions. Le projet devra être élaboré selon les normes suisses dans le domaine des constructions.

Le mandataire sera amené à collaborer avec un ingénieur sécurité et CVS, ponctuellement avec un éclairagiste mandaté par le maître de l'ouvrage ainsi qu'un ingénieur spécialisé dans le domaine du solaire photovoltaïque.

▪ **Etablissement de l'offre**

Le candidat donnera, dans son offre, le détail du calcul estimatif de ses honoraires. Les montants donnant droit aux honoraires ont été estimés par le maître d'ouvrage et seront adaptés au coût réel de l'ouvrage calculé sur la base des décomptes finaux. Il convient de relever qu'au cas où le crédit de réalisation serait refusé par le Conseil municipal, ce seront les montants du devis général – acceptés par le maître de l'ouvrage – qui détermineront le montant donnant droit aux honoraires.

Pour d'éventuelles prestations supplémentaires, le prix horaire moyen offert, net HT, sera celui indiqué dans l'offre. Aucune prestation supplémentaire ne sera exécutée sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Il est rappelé que le tarif horaire accepté par la Ville de Genève est accessible et consultable sous <http://www.ville-geneve.ch/kit-mandataires-tarifs>.

▪ **Renchérissement**

Les honoraires, à l'exception des montants forfaitaires arrêtés, feront l'objet d'une adaptation au renchérissement selon l'accord suivant :

- aucune adaptation de la rémunération liée au renchérissement des prix ne sera due pendant trois ans à dater de la date du dépôt de l'offre. Au-delà de cette date, le renchérissement sera calculé conformément aux directives KBOB avec adaptation des indices une fois par année. Le renchérissement est applicable uniquement si la variation de l'indice suisse des salaires nominaux dépasse 2%.

▪ **Frais accessoires**

Les frais de déplacement et d'hébergement éventuels sont compris dans l'offre. Le temps passé en déplacement ne sera pas indemnisé.

2.2.7 Délais

- Attribution du mandat	été 2021
- Avant-projet et estimation du coût de construction	automne-hiver 2021
- Projet, devis général	printemps-été 2022
- Dépôt de la demande d'autorisation de construire	été 2022
- Début des travaux	été 2023
- Mise à disposition du nouveau bâtiment	objectif juillet 2025 (plus réalisme 2026)

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 Délai pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir au plus tard le : **25.08.2021 à 11h00**

auprès de :

Ville de Genève
Département des constructions, de l'aménagement et de la mobilité
Unité soumissions
4, rue de l'Hôtel-de-Ville (3^{ème} étage inférieur)
Case postale 3983
1211 Genève 3
Horaires : 8h00-12h00 et 14h00-16h00

Les attestations seront remises en même temps que les offres mais **sous pli fermé séparé**.

Dossier expédié par la poste : le candidat supportera à part entière les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. En effet, tout dossier qui parviendra hors délai **sera rigoureusement refusé**, sans recours possible du concurrent.

3.2 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son dossier sous forme papier en un exemplaire agrafé et non relié accompagné d'un support numérique contenant l'ensemble des documents demandés au format PDF.

Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le candidat peut les présenter recto-verso.

Tous les cartons et enveloppes contenant le dossier doivent être munis d'une étiquette portant la mention :

APPEL D'OFFRES M269
Transformation, rénovation et extension de l'école Liotard
Rue Liotard 66 / CH-1203 Genève

3.3 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les dossiers de candidature qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers qui :

- sont arrivés dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixée;
- sont validés par le paiement de l'émolument, le cas échéant;
- proviennent d'un candidat dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux candidats suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (dans le cas de procédures soumises à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002).

3.4 Emolument d'inscription et frais de dossier

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription ni frais de dossier.

3.5 Motifs d'exclusion

Une fois la recevabilité du dossier vérifiée, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie sur les aspects suivants :

- le dossier est présenté dans une des langues exigées par l'adjudicateur;
- le dossier est rempli complètement selon les indications de l'adjudicateur, étant précisé qu'aucune modification du cahier des charges ne sera admise;
- le dossier est signé et daté par la ou les personnes responsables du dossier de candidature.

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier et s'il n'a pas été exclu de la procédure suite à la vérification des éléments ci-dessus, un candidat sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier. Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

3.6 Conflit d'intérêts

Aucun candidat, membre, associé ou sous-traitant ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêt avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêts est déterminé notamment par le fait qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé, est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

3.7 Incompatibilité

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de la procédure, la personne ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, peut y participer pour autant que cette prestation :

- était limitée dans le temps et est achevée au moment du lancement de la procédure;
- ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration du cahier des charges;
- ne fait pas partie du marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).

3.8 Nombre d'offres

Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de candidat ou membre associé ou sous-traitant d'un groupe candidat, sauf exception prévue dans la publication officielle. Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au candidat concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres candidats portant ou non la même raison sociale.

3.9 Association de bureaux

L'association de bureaux n'est pas admise.

3.10 Sous-traitance

La sous-traitance n'est pas admise.

3.11 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La langue officielle acceptée est le français.

3.12 Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est le **Franc suisse (CHF)**.

3.13 Propriété et confidentialité des documents et informations

Tous les documents et études déposés par le candidat sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Il en va de même pour les documents des candidats qui ont été indemnisés pour leur prestation. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

3.14 Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de 6 mois à compter de la date du dépôt de l'offre. Une candidature déposée est considérée comme définitive et ferme.

3.15 Variante d'offre

Les variantes d'offre ne sont admises que si le candidat a rempli intégralement les conditions de l'offre.

3.16 Indemnisation

L'élaboration du dossier ne donne droit à aucune indemnité.

3.17 Marché divisé en lots

L'adjudicateur n'a pas prévu de diviser le marché.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve le droit de réaliser les prestations par étapes. Le passage de la phase étude à la phase réalisation est tributaire de l'obtention du crédit de construction par le vote, en force, du Conseil municipal.

3.18 Offre partielle

Les offres partielles ne sont pas acceptées.

3.19 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

4.1 Bases légales

La procédure est soumise à :

- l'accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94;
- l'accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1er juin 2002;
- la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.95;
- la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86;
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95;
- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.01;
- la Loi cantonale ou décret d'adhésion à l'accord intercantonal sur les marchés publics (L 6 05.0);
- le règlement sur la passation des marchés publics, du 17 décembre 2007 (L 6 05.01).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH.

4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toute personne externe à la procédure, sans le consentement du candidat;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté;
- assurer la transparence de la procédure;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

4.3 Délais pour les questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le : **10 août 2021**
auprès de :

Ville de Genève
Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité
Direction du patrimoine bâti
Rue du Stand 25 – 5^{ème} étage
1204 Genève
Fax : 022.418.21.51
Courriel : patrimoine-bati.dpba@ville-ge.ch

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par écrit et transmises soit par courrier ou fax, soit sous la forme électronique (courriel).

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions, dans un délai raisonnable,

- sur www.simap.ch (pour les procédures publiques).

L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

4.4 Séance d'information et visite du site d'exécution

Aucune séance d'information ni visite du site d'exécution n'est envisagée durant la procédure d'appel d'offres.

4.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des dossiers de candidatures. L'ouverture des dossiers d'appel d'offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

4.6 Audition des candidats

Aucune audition n'est envisagée. Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un soumissionnaire dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises.

4.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont, dans l'ordre d'importance décroissant, les suivants :

CRITERES D'ADJUDICATION	PONDERATION
1. Compréhension de la problématique	30 %
2. Références du candidat	30 %
3. Qualité économique globale de l'offre (prix et crédibilité du nombre d'heures)	30 %
4. Organisation du candidat	10 %
TOTAL	100 %

4.8 Evaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement.

Les éventuelles expériences négatives antérieures du maître de l'ouvrage avec le candidat pourront être prises en compte

4.9 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un candidat reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée soit à un candidat qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un candidat dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres candidats, ce candidat est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3.46), notamment pour le prix.

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

4.10 Notation du prix

La notation du prix se fera selon la méthode suivante : **formule linéaire T1 pondérée**
Note du soumissionnaire (arrondie au dixième) = $5 - (P \text{ offert} - P \text{ min.}) / (P \text{ moyen} - P \text{ min.})$

P offert : montant du prix offert

P min : montant du prix offert selon l'offre la plus basse reçue

P moyen : moyenne des prix offerts avec évacuation des montants extrêmes

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exclure un soumissionnaire si son offre est jugée anormalement basse.

4.11 Comité d'évaluation

Pour toute la procédure, l'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

Prénom / nom	Société / fonction / profession	Suppléant
M. Sébastien Schmidt	Ville de Genève, Adjoint de direction, Direction du patrimoine bâti (DPBA)	M. Philippe Meylan, Directeur, DPBA
Mme Florence Lamb	Ville de Genève, Architecte, DPBA	Mme Clarisse Lacroix, Architecte DPBA
M. Miele Gennaro	Ville de Genève, Ingénieur électricien, Service de l'énergie (ENE)	M. Jean-Marc Santines, Adjoint de direction, ENE
M. Christian Dupraz	Architecte mandataire	M. Thierry Manasseh, architecte
Monsieur Ermano Zanetti	Expert externe, Zanetti Ingénieurs- Genève SA	

4.12 Modifications de l'offre

Un dossier déposé ne peut pas être modifié ou complété après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger des documents transmis à l'adjudicateur. Demeurent réservés les cas dans lesquels la possibilité de procéder à des corrections déterminées est donnée dans une même mesure à tous les candidats.

4.13 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable.

Chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritère qui indiquera les résultats de tous les candidats.

4.14 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas adjudicataire peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier. Il ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d'appréciation de ceux-ci. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l'intention de déposer un recours.

4.15 Voies de recours

Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication);
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification);
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification);
- la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure);
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification);
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification);
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification);
- la décision de refus d'inscrire l'entreprise sur une liste, si existante, de soumissionnaires qualifiés (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente, généralement la chambre administrative de la Cour de Justice de Genève, dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

4.16 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication, le contrat final seul faisant foi.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Le règlement SIA 108 (édition 2003) est applicable.